

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften = Revue suisse des sciences de l'éducation = Rivista svizzera di scienze dell'educazione

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Bildungsforschung

Band: 38 (2016)

Heft: 2

Buchbesprechung: Rezensionen = recensions = recensioni

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rezensionen / recensions / recensioni

D'Enfert, Renaud et Lebeaume, Joël (sous la direction de) (2015), *Réformer les disciplines. Les savoirs scolaires à l'épreuve de la modernité. 1945 – 1985*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, collection «Histoire», 274p.

Comment l'école obligatoire française s'est-elle adaptée aux réalités sociales et économiques dès la Libération? Comment a-t-elle absorbé au niveau structurel et fonctionnel le surplus démographique issu du *baby-boom*? Quel a été le rôle exact des différents acteurs pour initier des réformes, les porter à terme ou les abandonner durant les grandes mutations des Trente Glorieuses? Voilà les principales questions traitées par une quinzaine de spécialistes dont les textes sont rassemblés en trois parties privilégiant les thèmes plutôt que le suivi scrupuleux d'une trame chronologique générale. A la croisée de diverses disciplines (sociologie, histoire, didactique et sciences de l'éducation), cet ouvrage collectif rassemble des contributions s'intéressant particulièrement à cinq branches de l'école moyenne alors en pleine métamorphose (français, mathématiques, sciences physiques et naturelles, technologie, éducation physique et sportive). Ces enseignements sont essentiellement analysés au moyen des programmes officiels et des documents émis par la gamme hétérogène des institutions responsables de la formation du citoyen, en partant du ministère de l'Éducation jusqu'à la direction des écoles, en passant par l'inspection.

Comme contribution française à l'histoire de l'éducation en France, ce texte s'adresse à des spécialistes et à des responsables de la planification scolaire. Le traitement des thèmes est relativement aride, en raison des sources utilisées (archives administratives), ce qui désincarne les processus décisionnels. De même, on ne trouvera guère dans ces pages d'informations concernant l'évolution «sur le terrain des enseignements dispensés», thème ressortissant à un autre «domaine de recherche à défricher» (p. 242). Notons toutefois qu'en lien avec les réflexions actuelles menées en Suisse sur les langues anciennes, le maintien du latin à l'école n'a pas été qu'une question marginale en France lors de la modernisation de l'enseignement de la langue maternelle (contribution de Clémence Cardon-Quint, Renaud d'Enfert et Hélène Gispert, chapitre II, p. 37-60). Signalons aussi une étude plus qualitative, centrée sur les acteurs responsables de l'éducation physique et sportive, qui tranche avec l'ensemble (contribution de Philippe Alix et Carine Erard, chapitre X, p. 221-235). Enfin, relevons à la fin du document la présence de deux outils précieux que sont le tableau récapitulatif chronologique (p. 245-256) et, dans la mesure où l'on dispose au préalable d'une très bonne connaissance des acteurs des réformes, l'index nominal général (p. 265-269).

Le lecteur de l'ensemble des contributions remarquera quelques redondances, surtout au sujet des grandes réformes ainsi que des dates-clés maintes fois rappelées, redondances que la structure elle-même de l'ouvrage ne peut gommer. On rencontrera également quelque difficulté à s'orienter au sein du système scolaire français, très différent de nos organisations éducatives (centralisation et régionalisation, hiérarchie de l'inspection, filières de formation professionnelle, syndicats et associations professionnelles). Même pour un public fin connaisseur des sigles et des abréviations très prisés dans l'Hexagone, l'exercice devient parfois compliqué au point de brouiller les pistes: par exemple, la contraction «EPS» est utilisée à la fois pour éducation physique et sportive (p. 221) mais aussi pour écoles primaires supérieures (p. 200). Le didacticien, l'enseignant et le praticien proche du terrain passeront leur chemin, tandis que le chercheur s'interrogeant sur les enjeux et les processus des réformes scolaires modernes dans nos sociétés occidentales y puisera matière à réflexion. Cet ouvrage spécialisé n'affiche d'ailleurs pas d'autre ambition que celle-là.

Patrick Minder, CERF, Université de Fribourg

Droux, Joëlle & Hostetter, Rita (2015). *Globalisation des mondes de l'éducation, circulations, connexions, réfractions. 19^e-20^e siècles*. Rennes: Presses universitaires, coll. Histoire. 287 p.

Alors que les divers domaines de l'éducation découvrent les effets de la globalisation et des nouvelles gouvernances, les historiens sont là pour nous rappeler que le phénomène n'est pas vraiment nouveau et que des processus supranationaux sont à l'œuvre à partir du 19^e siècle, soit à partir du moment où se sont constituées les politiques éducatives spécifiques et ont émergé les systèmes éducatifs. Ce livre collectif est le fruit des travaux menés par l'Équipe de recherche en histoire sociale de l'éducation (ERHISE). Faisant suite à un projet du Fonds national suisse de la recherche scientifique *Figures of knowledge production and the construction of new disciplinary fields*, il a par ailleurs bénéficié d'un appui FNS.

Les coordinatrices de l'ouvrage l'annoncent d'emblée: «La question des circulations, des connexions et des transferts de modèles, de savoirs, de politiques, d'acteurs, bénéficie depuis deux décennies d'une nouvelle actualité scientifique, les phénomènes de globalisation ayant trouvé d'importantes résonances dans nombre de communautés intellectuelles» (p. 7).

Afin de contribuer à l'enrichissement de l'élan porté à comprendre ce qui s'est joué au cours des deux derniers siècles, les auteurs de cet ouvrage espèrent «témoigner [des] potentialités heuristiques pour historiciser les phénomènes éducatifs et, à travers eux, les savoirs qui les constituent, les acteurs qui les habitent, les institutions qui les incarnent et les politiques qui leur sont consacrées» (p. 8).

L'ouvrage est composé de trois parties, chacune porteuse d'une problématique spécifique.

La première partie réunit les contributions qui centrent la focale sur les «médiateurs de la circulation, individus passeurs et réseaux porteurs» (p. 19). *L'Institution libre d'Enseignement et de sa patrimonialisation (19^e-20^e siècles)* permet à Mari Carmen Rodriguez de montrer comment les savoirs éducatifs ont circulé en Espagne au cours des deux derniers siècles. Frédéric Mole se penche lui sur *Georges Lapierre*, dirigeant majeur du Syndicat national des instituteurs en France, et sa contribution au *développement de l'internationalisation pédagogique (1923-1932)*. Les femmes, bien souvent absentes de l'Histoire, sont ici mises à l'honneur par Béatrice Haenggeli-Jenni qui analyse *le rôle des femmes de la Ligue Internationale pour l'Éducation nouvelle dans la circulation des savoirs pédagogiques* entre 1920 et 1940. Enfin, pour clore cette partie, se penchant sur une institution internationale, Zoé Moody étudie la genèse, transformation et circulation de la *Déclaration des Nations unies relative aux Droits de l'Enfant (1959)*, traité (re)fondateur d'une cause transnationale.

Les auteures de la seconde partie de l'ouvrage «L'alimentation des circulations: une constellation internationale autour des centres névralgiques» se centrent résolument sur les agences et instances internationales qui s'imposent dans l'entre-deux-guerres, participant ainsi à la formalisation et institutionnalisation de l'international. Joëlle Droux étudie *l'enfance et la jeunesse en tant que cause au cœur des mécanismes circulatoires de la Société des Nations (1919-1939)*. Rita Hofstetter revient dans les *coulisses du Bureau international de l'éducation (1925-1946)* pour montrer ce qui relie le particulier et l'universel et a contribué à édifier un «Centre mondial d'éducation comparée». Le chapitre rédigé par Leonora Dugonjic, se demande *Qui a besoin d'une école des Nations Unies* à partir de l'analyse de la lutte entre fonctionnaires internationaux et spécialistes de l'éducation (New-York, 1946-1949).

La troisième partie du livre se plonge au cœur des systèmes, des pratiques et des représentations. En sont analysés les «impacts, résonances, convergences et divergences». Un panorama international et intercontinental est proposé au lecteur. Du côté de l'Europe, Damiano Matasci se penche sur le cas de la France qui, au 19^e siècle, s'est attachée à combler son retard scolaire: «L'instruction obligatoire, entre conjoncture internationale et spécificités nationales». Alexandre Fontaine analyse l'espace franco-romand entre 1850 et 1900, interrogeant ce qui s'y passe lorsque la pédagogie devient un transfert culturel, avec ses *passeurs, métissages et resémentisations des savoirs scolaires*. Pour sa part, Valeska Huber nous emmène dans un voyage au Moyen-Orient et plus spécifiquement dans les universités du Caire, de Beyrouth et de Jérusalem après la première guerre mondiale; elle étudie ce que ces universités disent des *politiques internationales et manifestations locales* de cette époque.

Enfin, chapitre qui clôt l'ouvrage, Marc Depaepe, Frank Simon & Honoré Vinck reviennent sur la colonisation belge en Afrique: *Une «éducation» nouvelle*

pour les Congolais? Indigénisme, nouvelle éducation et pédagogie normative.

L'éclairage historique porté par l'ensemble des chapitres sur la multiplicité des logiques à l'œuvre dans les processus d'échanges, de connexions, de confrontations, de réappropriations permet de prendre la mesure de l'ancienneté du processus de globalisation qui existe indéniablement depuis l'émergence des politiques et des systèmes éducatifs au 19^e siècle. L'originalité des problématiques développées ici a d'ailleurs attiré l'attention d'une revue anglophone, *Prospects, Quaterly Review fo Comparative Education*, qui a traduit et publié une sélection de six articles à la portée internationale avérée.

Nous avons entre les mains un ouvrage magnifique d'intelligence et d'intelligibilité, pari réussi d'historiennes et d'historiens qui ont eu à cœur d'étudier le passé pour mieux comprendre le présent.

Danièle Périsset, Haute école pédagogique du Valais et Université de Genève

Lessard, Claude & Carpentier, Anylène (2015). *Politiques éducatives. La mise en œuvre*. Paris: Presses Universitaires de France, coll. «Education et société», 208 p.

Dans cet ouvrage, Lessard et Carpentier dressent un panorama des différents courants qui ont marqué l'analyse et la mise en œuvre des politiques éducatives et s'intéressent à l'évolution des conceptions de l'éducation qui a abouti au «tournant de la mise en œuvre» (p. 4). D'emblée, la notion de mise en œuvre est définie comme «un enchevêtrement de logiques et d'acteurs qui construisent ensemble une politique qui leur échappe en partie» (p. 4). Pour apporter du poids à leurs propos, les auteurs interrogent ce concept en croisant différentes approches et montrent que cette définition ne fait pas l'unanimité. Ils vont plus loin en couplant ce questionnement à la problématique des pratiques enseignantes afin de déterminer dans quelle mesure l'évolution des modes de penser, d'analyser et de gérer l'éducation a un impact sur le travail des enseignants. Les auteurs proposent donc un regard double «par le haut et par le bas» (p. 77) de ces politiques: du point de vue du système éducatif et de celui de ses acteurs.

L'ouvrage est divisé en cinq parties: la première présente l'évolution chronologique des politiques éducatives dans les sociétés occidentales. L'exposé des éléments qui ont transformé les modes de gestion de l'action publique est tout à fait indispensable pour appréhender les différentes approches de la mise en œuvre des politiques éducatives et les changements induits au sein des pratiques enseignantes. On comprend que ce sont des prises de conscience concernant la finalité de l'éducation qui ont engendré la remise en question des modes de gestion des politiques éducatives et du travail des enseignants.

Dans le deuxième chapitre – le plus long – il s'agit d'une part des différentes perspectives d'analyse que l'on peut adopter lorsque l'on s'intéresse à la mise en

œuvre des politiques éducatives, d'autre part de la réaction des acteurs face à ces politiques. L'évolution de ces perspectives dévoile pour les premières une logique rationnelle et positiviste alors que les plus récentes révèlent une tendance plutôt sociologique et constructiviste (p. 42). Le fonctionnalisme défend une vision rationnelle de la mise en œuvre à travers l'idée d'un processus défini dont la prise de décision est l'une des étapes primordiales. D'après les auteurs, c'est lorsque l'on s'est davantage intéressé aux moyens pertinents pour atteindre les objectifs et moins à la décision que «le tournant de la mise en œuvre» (p. 45) a eu lieu. Ainsi, l'approche cognitive, le néo-institutionnalisme, la sociologie de l'action publique et le post-structuralisme apportent cet aspect pragmatique ainsi qu'une dimension sociale excluant toute analyse «rationnelle». L'interprétation des politiques par les acteurs et leur rôle dans l'élaboration de celles-ci deviennent primordiaux; leur mise en œuvre ne peut donc être rationnelle au sens d'un lien étroit et direct entre les objectifs et les moyens.

La troisième partie présente une période historique qui s'est éloignée de cette conception: la Nouvelle Gestion Publique. Celle-ci correspond à une vague de réformes des politiques publiques visant à réduire le rôle de l'Etat dans leur gestion et à améliorer la qualité des prestations – notamment éducatives. C'est la naissance des contrats de prestations et des politiques centrées sur les résultats; les acteurs disposent de plus d'autonomie et doivent en retour rendre des comptes à l'autorité centrale. En outre, tout changement doit reposer sur des éléments scientifiques probants. Ces conditions laissent entrevoir un retour vers une approche fonctionnaliste rationnelle des politiques éducatives.

Les derniers chapitres décrivent enfin la concrétisation de cette rationalisation de l'éducation aux Etats-Unis et présentent les courants de recherche développés en réponse à la remise en question de l'Etat. La *school effectiveness* et la *school improvement* illustrent tout à fait l'approche rationnelle des politiques éducatives mais c'est avec l'Evidence-Based Policy que celle-ci atteint son paroxysme. Ce courant, selon lequel «ce qui n'est pas prouvé efficace et efficient doit être aboli» (p. 160) de l'élaboration d'une politique, confirme finalement ce rapprochement avec le fonctionnalisme.

Si les théories sont parfaitement explicitées, un nombre plus important d'exemples aurait permis une meilleure compréhension de certaines nuances parfois très fines entre les perspectives présentées. Ce déséquilibre ne nuit cependant pas à l'exposé dans son ensemble grâce à la richesse des références sollicitées. L'ouvrage se termine notamment par le «modèle du dialogue informé» de Shön et Rhein (1994), selon lequel le politique doit reposer sur un équilibre entre les interprétations des acteurs et les résultats de la recherche. Le concept de «bricolage de sens» (p. 58) synthétise donc parfaitement l'analyse des auteurs qui définissent en définitive une troisième voie pour penser les liens entre la recherche et l'action publique en éducation.

Sonia Revaz, Université de Genève

Durler, Héloïse (2015). *L'autonomie obligatoire. Sociologie du gouvernement de soi à l'école*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.

Comment réussir à apprendre sans être autonome? L'autonomie s'apprend-elle à l'école? C'est là toute la réflexion qu'Héloïse Durler conduit dans cet ouvrage, basé sur une enquête de type ethnographique réalisée dans un établissement élémentaire genevois. Qu'est-ce qu'être autonome pour l'institution scolaire? Quels sont les enjeux scolaires et sociaux inhérents à cette nécessité de l'autonomie? Alors que l'objectif premier d'Héloïse Durler était de mieux comprendre les «difficultés» d'apprentissages que peuvent rencontrer certains élèves, devant l'injonction quasi permanente des enseignants: «sois plus autonome!», sa réflexion s'est orientée vers la délicate question de l'autonomie chez les élèves, et sur sa relation à la réussite scolaire.

À l'heure où les pédagogies de l'autonomie ont évincé les pédagogies dites «directives», le statut de l'élève a changé. Au centre du système éducatif, celui-ci a un nouveau rôle dans l'élaboration et la réalisation de sa scolarité. C'est précisément ce que l'auteure développe dans cet ouvrage en reliant l'élève autonome à la figure du «client idéal» de Becker (1952/1997), celui qui «possède les capacités de réaliser seul son travail, et le fait 'de son plein gré' parce qu'il adhère aux règles et au projet scolaire d'apprentissage des savoirs» (pp. 24-25). Aussi, sous le poids de cette injonction à l'autonomie, se dessinent les attentes institutionnelles envers les élèves. Le but de cet ouvrage est de faire apparaître le caractère ambivalent de l'autonomie notamment à travers la cornélienne question à laquelle les enseignants sont confrontés: comment amener les élèves à vouloir, librement, ce qui leur est imposé, leur apprendre à travailler seuls sans pourtant intervenir sous une forme dirigiste et contraignante? L'étude s'articule autour de trois grands axes.

Dans une première partie, *Enquêter sur l'autonomie à l'école*, l'auteure dresse le portrait «idéaltypique» (Lahire, 2005) de la pédagogie de l'autonomie et en soulève le caractère paradoxal.

À la fois capacité «d'auto-contrainte», proche d'une seconde nature, permettant de s'approprier «un certain nombre de savoirs, de connaissances et de règles lui permettant de se diriger seul dans l'univers dans lequel il évolue» (p. 27) et engagement personnel dans le long parcours scolaire, l'autonomie s'érige comme la seule voie pour parvenir à une socialisation scolaire et de fait à une réussite sociale. L'auteure met ici en lumière un premier point discriminatoire basé sur une certaine prédisposition morale dont tout un chacun est supposé «fort» et montre comment l'absence de contrainte externe visible semble faire entrer librement l'élève dans le monde de l'écrit et de la culture.

Dans une deuxième partie, *Les formes de l'engagement: typologie des dispositifs pédagogiques de l'autonomie*, elle dégage quatre formes d'engagement demandés aux élèves (intellectuel, instrumental, moral et expressif) puis élabore une typologie des différents dispositifs pédagogiques traduisant les objectifs institutionnels.

Toujours dans la même optique de perfectibilité autonome, les dispositifs, du *contrôle intellectuel* (p. 52) aux méthodes d'*auto-correction* (p. 57), s'efforcent de susciter des réflexes de travail en rendant les élèves de plus en plus indépendants de l'enseignant. Pourtant face à ce que Durler appelle la *tyrannie de la transparence* ou encore *l'expression scolaire de soi*, certains élèves, le plus souvent issus de milieux populaires, perdent pied dans cette multitude de dispositifs qui tournent alors «à vide».

Une troisième partie, *Des contradictions pédagogiques aux enjeux sociaux de l'injonction scolaire à l'autonomie*, établit un état des lieux des contradictions des stratégies des enseignants. Devant l'imperméabilité de certains élèves à la pédagogie de l'autonomie, les enseignants usent de différents stratagèmes allant de la distanciation au surinvestissement en passant par la coercition (Exit, Loyalty, Voice, selon Hirschman, 2011) (p. 138). La «coéducation», étroit partenariat avec les parents, devient alors aussi une nécessité visant à transformer ces derniers en *auxiliaires pédagogiques* (p. 148). Devoir de collaboration, soutien, relais... c'est une véritable *mobilisation générale autour de la scolarité de leurs enfants* (p. 150) qui est demandée aux parents. Bien que cet investissement apparaisse légitime, il en est resté pas moins une fois de plus discriminatoire. En effet, comment aider, soutenir son enfant alors même que les codes, les normes scolaires révèlent d'*inégaux familiarités* auprès de parents? Peut-on alors les qualifier de «démissionnaires» face aux «déviances scolaires» de leurs enfants? Durler fait apparaître ici la hiérarchisation des milieux familiaux qui émane du discours certes bienveillant mais parfois réducteur des enseignants.

Pour le chercheur, cet ouvrage présente l'intérêt d'appréhender l'autonomie sous un autre angle que nombre de publications adoptant un point de vue psychologique ou psycho-sociologique. L'autonomie a été ainsi considérée en termes de motivation, en faisant référence à la notion de motivation intrinsèque de Deci et Ryan (1985); ou bien reliée aux représentations des compétences et au sentiment d'efficacité personnelle en s'appuyant sur les travaux de Bandura (1986), ou bien encore en combinant ces aspects à des compétences métacognitives grâce à la notion d'auto-régulation proposée par Zimmermann (1990). Ces approches psychologiques ont pour point commun de considérer avant tout des «dispositions à l'autonomie», et de toujours leur attribuer une valeur positive. Le point de vue de sociologie des pratiques adopté par l'auteure permet une distance critique salutaire sur l'idée même d'autonomie et d'autonomisation. Elle s'inscrit ainsi dans la suite de l'article de Lahire (2001) sur la «fabrication de l'homme autonome» à l'école, tout en décrivant davantage en détail les pédagogies à visée autonomisante et les pratiques des différents acteurs. Par ailleurs, la finesse d'analyse de l'auteure, qui n'est pas sans rappeler le point de vue de Lahire sur «l'homme pluriel» (1998), évite l'écueil d'une dichotomisation du social entre «l'élève de milieu populaire» et «l'élève de milieu favorisé». Cette recherche pourrait trouver un prolongement dans une étude permettant de valider empiriquement les hypothèses qui sont faites par l'auteure sur les pratiques des élèves

(par exemple, «établir une relation», «trouver une place», «se mettre en retrait», etc.). On aurait ainsi un éclairage sur la différence entre «autonomie prescrite» et «autonomie effective», celle qu'exercent toujours les élèves qui, comme toute personne humaine, vivent leur environnement social dans une perspective qui leur est propre (Varela, Thompson & Rosch, 1993).

Pour l'enseignant, cet ouvrage révèle l'ampleur des exigences de l'institution scolaire au travers du prisme de «l'autonomie obligatoire» et met en avant les critères de productivité et de rentabilité auxquels sont soumis les élèves dès leur plus jeune âge. La pression de «l'autonomie», dans un jeu contraire, ne semble finalement qu'accroître et fabriquer des inégalités entre élèves. Dès lors quelles perspectives de réussite se profilent pour les élèves étrangers à toute forme d'autonomie? Quelles sont les causes de cette étrangeté? Que peuvent alors proposer les enseignants?

Marie Rosso, professeure des écoles en classe de CE2-CM1-CM2, école Les Escholiers de Saint Jean de Védas.

Gilles Dieumegard, maître de conférences, Faculté d'Education, Université de Montpellier

Références :

- Bandura, A. (1986). *Social foundations of thoughts and actions: a social cognitive theory*. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall.
- Becker, H.S. (1952/1997). Les variations dans la relation pédagogique selon l'origine sociale des élèves. In J.-C. Forquin, *Les sociologues de l'éducation américains et britanniques* (pp. 257-270). Bruxelles: De Boeck.
- Deci, E.L., & Ryan, R.M. (1985). *Intrinsic motivation and self-determination in human behavior*. New York: Plenum Press.
- Hirschmann, A.O. (1995) *Défection et prise de parole*. Paris: Fayard.
- Lahire, B. (1998). *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris: Nathan.
- Lahire, B. (2001). La construction de l'«autonomie» à l'école primaire: entre savoirs et pouvoirs. *Revue Française de Pédagogie*, 134, 151-161.
- Lahire, B. (2005). *L'esprit sociologique*. Paris: la Découverte.
- Varela, F., Thompson, E., & Rosch, E. (1993). *L'inscription corporelle de l'esprit. Sciences cognitives et expérience humaine*. Paris: Seuil.
- Zimmermann, B. J. (1990). Self-regulated learning and academic achievement: An overview. *Educational Psychologist*, 25, 3-17.

Bovey, Laurent (2015). *Des élèves funambules. Être, faire, trouver et rester à sa place en situation d'intégration*. Genève: Cahiers de la Section des sciences de l'éducation. (n°136). 118 p.

Cet ouvrage propose une réflexion, non pas tant sur ce qu'intégrer à l'école veut dire que sur ce que ce processus implique pour les élèves concernés. De part sa participation en tant qu'enseignant au sein d'une mesure d'intégration mise en

place dans un collège de la région lausannoise, l'auteur offre une plongée rare au cœur de l'un de ces espaces discrets de l'enseignement public dont l'accès est si difficile à la recherche. Un exercice d'autant plus appréciable qu'ici la parole est largement donnée à ces élèves exclus tout d'abord d'une scolarité normale, puis réintégrés «pour leur bien», et dont l'avis sur la question ne s'avère que marginalement sollicité.

A la suite d'une préface signée par Jean-Paul Payet dans laquelle il rappelle notamment le poids du stigmaté, au sens de Goffman, pour l'individu affublé et dont la force s'épuise, interaction après interaction, à redoubler d'efforts pour l'occulter et gagner un droit fragile à être reconnu par les «normaux» comme l'un des leurs, l'introduction clarifie en quoi consiste et qui regroupe les classes spéciales. Dépeintes comme regroupant des élèves envoyés sur des décisions ou des diagnostics particulièrement divers, on y retrouve néanmoins une surreprésentation de garçons, d'élèves d'origine étrangère ainsi qu'issus de milieu modeste. Les sujets de l'étude, quatre garçons et une fille ayant été d'accord de participer à un entretien, ne font pas mentir ce constat.

En amorce au premier chapitre, l'auteur discute la notion d'intégration scolaire et présente en quoi le recours au concept de stigmaté s'avère heuristique pour comprendre le poids de la marque symbolique apposée à ces élèves suite à leur passage par une classe spéciale. Le dispositif de soutien scolaire mis en place, une salle de classe dans laquelle des enseignants dispensent quelques heures par semaine un soutien spécifique à ces élèves réintégrés au sein de la filière à exigence de base du secondaire I, une description des cinq sujets de l'étude ainsi que la présentation des outils méthodologiques mobilisés, entretien et observation participante, complètent ce chapitre.

C'est à l'aune d'une posture interactionniste que l'auteur propose dans les trois chapitres suivants une analyse de ce qui se joue pour ces élèves tant dans leur famille, face à leurs enseignants qu'à leurs camarades. Entre espoirs de réussite scolaire à nouveau attisés par quelques parents, difficultés à se défaire d'une image de «mauvais élève» auprès de certains enseignants ou encore efforts à déployer pour trouver une place convenable au sein des nouveaux camarades, l'auteur dépeint des jeunes forts de tactiques diverses dont l'apparente illogique participe de fait d'un exercice de jonglage complexe entre différents statuts qui tendent davantage à s'empiler qu'à se substituer.

Le cinquième chapitre revient sur les deux grandes figures de l'intégration des élèves en classe ordinaire. Si ces deux archétypes sont incarnés dans cette recherche par la fille «bonne élève» d'un côté et les quatre garçons jouant les «cancres» de l'autre, l'auteur propose néanmoins une analyse plus fine de leurs stratégies à l'aide de différents portraits dynamiques, illustrant comment les jeunes réadaptent (ou non) leur posture en fonction des enjeux situationnels. L'approche de la fin de la scolarité et l'enjeu de l'obtention du certificat, notamment abordés au sixième chapitre, joue à ce titre un rôle particulièrement intéressant dans le repositionnement de certains d'entre eux.

Si la conclusion revient sur le caractère éprouvant du processus d'intégration, non pas tant parce que le niveau scolaire dans la classe intégrée serait plus exigeant qu'en raison du regard enfermant des autres dans une identité dépréciée, elle questionne celui de l'exclusion, au principe même du processus de stigmatisation.

Derrière un titre bien trouvé évoquant l'exercice d'équilibrisme entre deux espaces scolaires auquel ces élèves en situation d'intégration se livrent, le recours massif aux concepts goffmaniens tend toutefois à écarter de possibles alternatives à une compréhension plus complète de l'objet étudié. De plus, la partie dévolue à la méthodologie aurait peut-être pu davantage être approfondie. A titre d'exemple, la position du chercheur face à son objet (et non son implication qui est explicitée), qui pourtant transparait parfois en filigrane dans le ton de l'écriture, aurait mérité d'être clarifiée. Enfin, bien que l'ouvrage propose nombre d'hypothèses explicatives, ces dernières restent encore à être plus largement confirmées, le modeste échantillon de l'enquête ne permettant pas de généraliser les résultats.

Guillaume Ruiz, Université de Lausanne, Lausanne.

Cooper, B. S., Cibulka, J. G., & Fusarelli, L. D. (Eds.) (2015). *Handbook of education politics and policy*. Second edition. New York: Routledge, 442 p.

Seit 2001 stand die Bildungspolitik der USA im Zeichen von *No Child Left Behind* (NCLB): Das von den Republikanern und Demokraten gemeinsam getragene Reformprogramm sollte die Schul- und Unterrichtsqualität signifikant steigern und dabei vor allem die Bildungsbeteiligung benachteiligter sozialer Gruppen durch die Anwendung von outputorientierten Steuerungspraktiken verbessern. Zum einen sollte der Rechenschaftsdruck im Bildungssystem erhöht (*Accountability*), zum anderen für mehr Wahlfreiheit zwischen verschiedenen Bildungsanbietern gesorgt werden (*Choice*). Eine Schlüsselrolle spielte dabei die Etablierung von Bildungsstandards und die Durchführung von *High-Stakes Tests*. Das ehrgeizige Ziel lautete dahin, dass 2014 alle Kinder und Jugendlichen in Englisch, Mathematik und Naturwissenschaften ein gehobenes Kompetenzniveau erreichen sollten – und schon nach wenigen Jahren war klar, dass dieses Ziel nicht erreichbar war.

Die 2015 erschienene zweite Auflage des Handbuchs zu *Education Politics and Policy* bietet einen aktuellen Überblick zur *Education Governance* in den USA und ermöglicht es, die Entwicklung des amerikanischen Bildungssystems in der Ära von NCLB zu analysieren. Der Band ist in zwei Teile untergliedert: Der erste Teil behandelt den institutionellen Kontext der Bildungspolitik, der zweite die Rolle von Akteuren im Kontext von Bildungsorganisationen und Bildungsreformen. Im Rahmen des ersten Teils werden Merkmale der föderalen

Ordnung, des Schulrechts und der Bildungsfinanzierung wie auch Aspekte der politischen Kultur behandelt. Dabei treten mehrere Spannungsfelder hervor: So ist auf der lokalen Ebene das Spannungsfeld von Laienpartizipation und Professionalität erkennbar. Einerseits spielt die Bürgerbeteiligung im Rahmen von School Boards weiterhin eine wichtige Rolle in den USA, andererseits wächst die Bedeutung von bürokratisch organisierter Expertise. Die Bildungsbürokratie ist dabei insbesondere in den Metropolen zu einem Gegenstand wachsender machtpolitischer Interessenkonflikte geworden. Ein weiteres Spannungsfeld stellt die Aufgabenverteilung zwischen den Bundesstaaten und der Bundesregierung dar. Lag die Hauptverantwortung für das Bildungssystem seit je bei den Bundesstaaten, so war NCLB dadurch geprägt, dass es sich um eine präsidiale Initiative handelte. Durch diese Initiative wurden zentrale Forderungen im Hinblick auf die Schul- und Unterrichtsqualität erhoben, die weder an einem nationalen Curriculum noch an nationalen Bildungsstandards ausgerichtet werden konnten. Alle Bundesstaaten mussten ein System von *Performance Standards* etablieren – die Kriterien für die Abgrenzung von Kompetenzniveaus waren dabei aber jedem Staat selbst überlassen. Gegenwärtig zielt die *Common Core Standards Initiative* darauf ab, dieser Problematik Herr zu werden.

Im Rahmen des zweiten Teils, der Interessengruppen, politischen Aktivismus und Entrepreneurship behandelt, wird die Frage nach dem Recht auf freie Schulwahl unter verschiedenen Blickwinkeln aufgegriffen: Wichtig ist hier vor allem die Einführung von *Charter Schools* im Kontext von NCLB, die zwar einen öffentlichen Bildungsauftrag wahrnehmen, aber privat geführt sind. Durch die marktwirtschaftlich orientierten Reformen im Bildungssystem wächst der Druck auf die Lehrgewerkschaften als Organ der kollektiven Interessenvertretung der Profession. Im Hinblick auf die Frage der Chancengleichheit erstreckt sich der Blickwinkel auf den Genderaspekt, Begabungsförderung und schulischer Inklusion. Beim politischen Aktivismus sind religiöse und speziell fundamentalistische Interessengruppen ein wichtiges Thema: Es ist hier erkennbar, dass das öffentliche Schulwesen durch die wachsende soziokulturelle Heterogenität immer stärker überfordert wird. Die Lektüre des Bandes macht deutlich, dass die nahe Zukunft vor allem durch die Frage nach der Bewältigung dieser Heterogenität sowie durch die Frage nach der Rolle von Standards und Tests und die Frage nach der Machtverteilung im öffentlichen Raum geprägt sein wird.

Angesichts der Unübersichtlichkeit des bildungspolitischen Wandels halten sich die Autorinnen und Autoren mit Prognosen zurück und konzentrieren sich auf die nüchterne Bestandesaufnahme, wobei einzelne Beiträge essayistische Zuspitzungen enthalten. Wer sich mit dem Bildungssystem der USA und aktuellen bildungspolitischen Entwicklungen beschäftigen will, findet in dem Band eine Fülle an Informationen und Anregungen für die detaillierte wissenschaftliche Auseinandersetzung.

Carsten Quesel, Pädagogische Hochschule FHNW

